



# Mardi 5 février 2019

## JOURNÉE NATIONALE DE GREVE

24 h  
de grève

### Le gouvernement doit reculer, les riches et les patrons doivent payer !

Les politiques sociales et économiques favorisent la rémunération du capital, l'enrichissement des plus fortunés du pays et accentuent la **possibilité pour le patronat de précariser, de pressuriser les salariés, notamment en facilitant les licenciements** (loi travail, ordonnances Macron).

Les inégalités sociales sont de plus en plus fortes, alors que le pays n'a jamais créé autant de richesses par le travail. Ces richesses n'ont jamais été aussi mal

réparties entre les entreprises et les salariés, entre les très riches et le reste de la population.

Aucune réponse pour les 8 millions de Français vivant en dessous du seuil de pauvreté (1026 euros) et pour ceux juste au-dessus. Non seulement **aucun effort n'est demandé aux plus riches et au patronat**, mais les Français modestes doivent financer eux-mêmes leurs augmentations ou celles des autres.

**De l'argent il y en a :  
faisons payer le grand patronat !**

En 2018, les entreprises du CAC 40 ont réalisé près de **94 milliards d'euros de profits** et versés 57,4 milliards aux actionnaires. (La France est à la 2<sup>e</sup> place mondiale + 44 % en 7 ans !).

Chaque année, près de **230 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales et fiscales** distribuées aux entreprises, **sans contrôle ni évaluation**, et encore moins remboursement en cas de fermetures ou de licenciements boursiers. En 2019, le **CICE** s'élèvera à **40 milliards d'euros** (100 milliards depuis 2013)... sans résultat sur l'emploi.

Les mêmes, pour qui le gouvernement supprime l'ISF et met en place la « flat-tax », **fraudent le fisc** à hauteur de **100 milliards d'euros** par an. (-6,4 % d'impôt versés depuis 2010).

En moyenne, les PDG du CAC 40 gagnent 257 fois le SMIC.

Cela engendre directement une précarité insupportable pour des millions de salariéEs et la suppression de milliers d'emplois dans notre pays (- 20% d'effectifs en baisse en France pour les entreprises du CAC 40 !!!).

**Le débat de Macron c'est du Bla-bla, nous savons déjà ce qui est nécessaire pour répondre durablement aux besoins.**

**Ø UNE AUGMENTATION IMMÉDIATE DU SMIC à 1800 € bruts** mais aussi **L'AUGMENTATION DE TOUS LES SALAIRES, PENSIONS ET MINIMA SOCIAUX** : le Smic s'élève à 1498,47 € bruts pour 35 heures soit 1188 € nets après déduction des cotisations. **Il manque au moins 300 € pour** boucler les fins de mois et vivre dignement de son travail.

- **L'ÉGALITÉ SALARIALE** entre les femmes et les hommes : c'est insupportable que les femmes perçoivent encore 25 % de moins que les hommes. Cela générerait près de 35 milliards de recettes fiscales supplémentaires pour l'État (cotisations salariales et patronales, impôt sur le revenu, et TVA).
- **LE RÉTABLISSEMENT DE L'IMPÔT DE SOLIDARITÉ SUR LA FORTUNE** : la suppression de l'ISF représente plus de 5 milliards d'euros redonnés aux plus riches qui alimentent une économie socialement inutile.
- **UN SYSTÈME FISCAL PLUS JUSTE** : renforcer la place de l'impôt sur le revenu, notamment en augmentant les taux pour les plus hauts revenus et en réduisant les niches fiscales. À l'inverse, réduire la TVA en baissant le taux normal de 20 à 15 %, et en supprimant la TVA sur les produits de première nécessité.
- **TAXER LE CAPITAL ET MOINS LE TRAVAIL** pour réorienter les profits vers l'emploi et les salaires : les salaires stagnent mais les versements de dividendes explosent. En clair, les bénéfices des entreprises sont orientés vers les actionnaires plutôt que vers les salariéEs.
- **UNE INDEMNISATION de tous les privéEs d'emploi**, parce qu'on ne choisit pas d'être licencié.
- **UN NOUVEAU STATUT DU TRAVAIL SALARIÉ** : des droits attachés au salarié tout au long de sa carrière et garantis collectivement, opposables à tout employeur et transférables d'une entreprise à une autre (emploi stable, formation continue, protection sociale...), de nouveaux droits qui sécurisent le salarié tout au long de sa vie !
- **UN MODELE DE DEVELOPPEMENT QUI RESPECTE LES HUMAINS COMME LA NATURE** :  
les entreprises du CAC 40, les multinationales et les banques détruisent notre monde en exploitant les ressources non renouvelables, en produisant au bout du monde ce qui est consommé à l'autre bout, en polluant l'air, les eaux et les sols et en exploitant le travail humain sans même respecter les réglementations pourtant peu exigeantes. Ce n'est plus possible : notre avenir, et celui des générations futures, est en jeu.
- **UNE DEMOCRATIE RENOUVELÉE** où les élus ne sont pas là pour faire carrière mais pour servir l'intérêt général et rendre des comptes aux populations; où on privilégie l'équilibre des territoires ; où le politique reprend le pouvoir sur les puissances financières. Aussi en finir avec les lois liberticides, les méthodes autoritaires et violentes de la police et d'une justice de classe aux ordres du pouvoir et pas au service du peuple.

**Ensemble nous avons le pouvoir d'agir le 5 Février**

**MANIFESTATION DÉPARTEMENTALE À NÎMES :**

**MARDI 5 FÉVRIER 2019 À 14h30 PLACE DES CARMES**

**À L'APPEL DES ORGANISATIONS SYNDICALES CGT, FO, FSU**

**Fin de la manifestation :**

**DEVANT LE SIÈGE DU MEDEF DU GARD (Boulevard Talabot)**